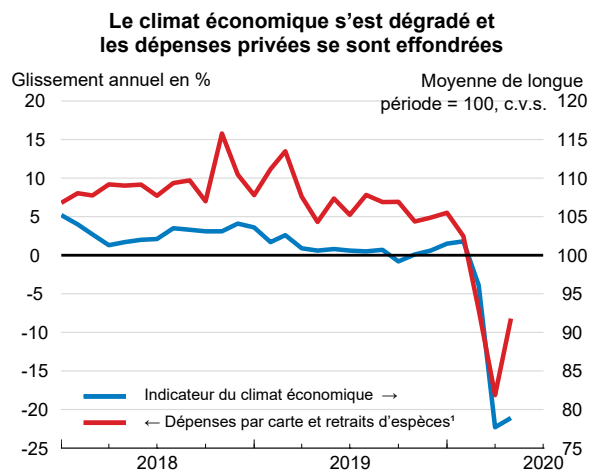
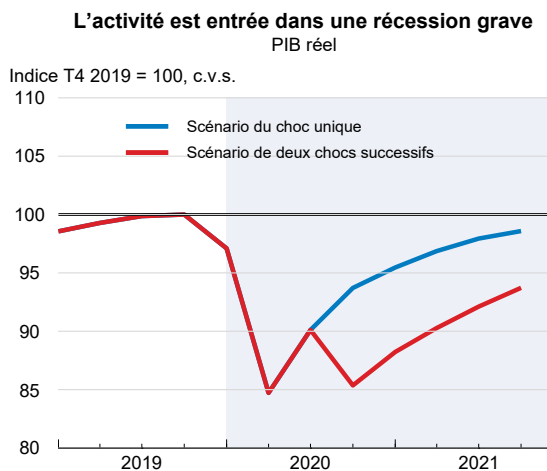


Lettonie

La croissance économique a ralenti avant le début de la pandémie et devrait fortement se contracter en 2020, en dépit d'un confinement relativement souple. L'activité se redressera, mais de manière progressive, les incertitudes demeurant élevées et l'activité ralentie dans certains secteurs de services. La demande intérieure sera le moteur de la reprise, alors que les exportations mettront plus de temps à rebondir en raison de la profonde récession observée en Europe. L'investissement s'effondrera et restera faible tout au long de l'année 2021, notamment si un deuxième confinement s'avère nécessaire (scénario de deux chocs successifs). Le chômage devrait grimper et rester élevé en raison de la lenteur de la reprise dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre. La dette publique s'envolera mais restera modérée par rapport aux autres pays de l'OCDE.

Le gouvernement a rapidement pris des mesures pour soutenir les liquidités des entreprises par des garanties de prêts et un report du paiement des impôts. Diverses mesures discrétionnaires ont également été adoptées pour soutenir l'emploi. Des mesures de politique budgétaire supplémentaires devront être prises pour appuyer la reprise. Accélérer la mise en œuvre de projets d'infrastructures et réduire le coin fiscal sur les faibles revenus d'activité pourrait permettre au marché du travail de se redresser à un rythme plus soutenu. Favoriser l'adoption des technologies numériques, y compris en recourant à la formation pour améliorer les compétences numériques, pourrait contribuer à minimiser les bouleversements inhérents à une deuxième vague.

Lettonie



1. Moyenne mensuelle du pourcentage de glissement annuel hebdomadaire. Les données de la dernière semaine de 2019 n'ont pas été prises en compte.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107 ; Commission européenne ; et Swedbank.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139689>

Lettonie : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

Lettonie: scénario de deux chocs successifs	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
PIB aux prix du marché	25.1	3.8	4.3	2.2	-10.2	2.0
Consommation privée	15.1	3.1	4.2	2.9	-11.8	6.3
Consommation publique	4.6	3.3	4.0	2.6	5.0	2.2
Formation brute de capital fixe	4.9	11.3	15.8	3.0	-12.8	-1.4
Demande intérieure finale	24.5	4.8	6.6	2.9	-9.0	3.7
Variation des stocks ¹	0.3	0.4	-0.2	-0.2	-0.5	0.0
Demande intérieure totale	24.8	5.0	5.9	2.5	-9.5	3.8
Exportations de biens et services	15.1	6.4	4.0	1.9	-10.3	-0.3
Importations de biens et services	14.9	8.4	6.4	2.3	-9.3	2.8
Exportations nettes ¹	0.2	-1.1	-1.5	-0.2	-0.6	-1.8
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.0	4.0	2.6	1.9	0.7
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.9	2.6	2.7	0.9	0.4
IPCH sous-jacent ²	—	1.7	1.9	2.2	1.3	0.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	8.7	7.5	6.3	9.6	11.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.8	-0.8	-0.2	-7.0	-6.9
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	45.9	44.3	44.0	52.9	57.9
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	39.3	37.2	36.9	45.7	50.8
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.0	-0.7	-0.5	1.9	0.7

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138245>

Un confinement précoce mais moins strict

La pandémie de COVID-19 a touché la Lettonie début mars. Grâce à une faible densité démographique et à des mesures d'endiguement précoces, la propagation du virus a été lente et n'a pas submergé le système de santé. Les ressources de ce dernier sont néanmoins insuffisantes et son efficacité limitée, ce qui amplifie les effets négatifs potentiels d'une deuxième poussée épidémique plus violente.

Le gouvernement a imposé des mesures d'endiguement après avoir déclaré l'état d'urgence le 12 mars, en mettant à l'arrêt la plupart des services internationaux de transport de voyageurs, en fermant les écoles et en interdisant les rassemblements de plus de deux personnes à compter du 29 mars. Un assouplissement des mesures de confinement a été amorcé le 12 mai, autorisant les rassemblements jusqu'à 25 personnes ainsi que l'ouverture des centres commerciaux le week-end. Le confinement a été moins strict que dans la plupart des pays de l'OCDE : les déplacements individuels n'ont pas été limités à certaines finalités et les restaurants et les centres commerciaux ont pu ouvrir en semaine à condition de respecter des mesures de protection. Les données sur les déplacements montrent que ceux-ci ont été plus importants que dans la majorité des pays européens, et les embouteillages constatés en milieu de semaine à Riga ont nettement moins diminué que dans d'autres villes.

Lettonie : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2015)				
Lettonie: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	25.1	3.8	4.3	2.2	-8.1	6.3
Consommation privée	15.1	3.1	4.2	2.9	-9.2	9.6
Consommation publique	4.6	3.3	4.0	2.6	4.6	2.0
Formation brute de capital fixe	4.9	11.3	15.8	3.0	-10.6	4.8
Demande intérieure finale	24.5	4.8	6.6	2.9	-7.1	7.0
Variation des stocks ¹	0.3	0.4	-0.2	-0.2	-0.5	0.0
Demande intérieure totale	24.8	5.0	5.9	2.5	-7.5	7.1
Exportations de biens et services	15.1	6.4	4.0	1.9	-8.3	4.6
Importations de biens et services	14.9	8.4	6.4	2.3	-7.4	6.0
Exportations nettes ¹	0.2	-1.1	-1.5	-0.2	-0.5	-0.7
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	3.0	4.0	2.6	2.0	1.3
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	2.9	2.6	2.7	1.0	1.3
IPCH sous-jacent ²	—	1.7	1.9	2.2	1.3	1.3
Taux de chômage (% de la population active)	—	8.7	7.5	6.3	9.2	9.3
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-0.8	-0.8	-0.2	-5.9	-3.5
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	45.9	44.3	44.0	51.4	52.4
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	39.3	37.2	36.9	44.3	45.2
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	1.0	-0.7	-0.5	1.9	1.3

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138264>

L'activité économique s'est effondrée, alors que la croissance avait déjà ralenti

Le PIB s'est replié de 2.9 % au premier trimestre de 2020 alors même que le confinement n'a pesé sur l'économie qu'à partir de la mi-mars. Dans le secteur des transports, la production a fortement chuté sous l'effet des mesures d'endiguement et de l'essoufflement persistant du transit. En raison des mesures de distanciation, la consommation privée a subi une baisse spectaculaire. Les opérations par carte et les retraits d'espèces sont en chute libre depuis la mi-mars. Le transport aérien et l'activité hôtelière sont pratiquement à l'arrêt, et le chiffre d'affaires des restaurants et des magasins de vêtements a diminué de plus de la moitié. La plupart des activités liées aux loisirs, à la formation, à la culture et au sport restent suspendues. Le chômage déclaré a grimpé de 6.3 % en février à 8 % en avril, et l'inflation a chuté, revenant de 2.3 % à 0 % sur fond de diminution des prix des carburants. À la mi-mai, environ 4.5 % de la population active étaient en chômage technique, indemnisés par l'État. L'indicateur du climat économique s'est effondré, mais reste supérieur à son niveau de 2009.

Le gouvernement est intervenu rapidement pour injecter des liquidités

Le gouvernement a pris des mesures importantes pour soutenir la trésorerie des entreprises par des garanties de prêts et un report du paiement des impôts, pour un montant total correspondant à 3.7 % du PIB. Ces mesures de soutien à la liquidité sont destinées à réduire le nombre de faillites et les risques

systemiques, et à stimuler la croissance à long terme. De plus, le gouvernement a pris des mesures de relance budgétaire discrétionnaires représentant environ ½ pour cent du PIB. Ces dépenses sont principalement destinées à la santé et à compenser le salaire du personnel des entreprises durement touchées par la crise. L'impact de cette relance budgétaire discrétionnaire sur la croissance du PIB est limité par rapport à l'ampleur de la contraction de l'activité. La politique monétaire expansionniste de la BCE atténue la récession grâce à des coûts d'emprunt modérés.

L'incertitude pèsera sur l'investissement

Le scénario du choc unique repose sur un confinement de huit semaines à partir de la mi-mars. L'impact du confinement sur certains secteurs durera plus longtemps, car différentes restrictions relatives aux voyages et aux rassemblements dans l'espace public demeureront. Un confinement supplémentaire de huit semaines au quatrième trimestre de 2020 est pris comme hypothèse dans le scénario de deux chocs successifs. Les prévisions font état d'un recul du PIB d'environ 16 % pendant le confinement en raison de la mise à l'arrêt des secteurs directement touchés par les mesures d'endiguement. Dans le scénario de deux chocs successifs, le repli du PIB, associé à un deuxième confinement, est estimé approximativement aux deux tiers de celui observé pendant le premier. Ce scénario suppose que le gouvernement prenne des mesures de soutien supplémentaires, proportionnellement au fléchissement de l'activité économique.

Les deux scénarios prévoient une profonde récession. En 2020, le PIB devrait s'inscrire en retrait de 10.2 % dans le scénario de deux chocs successifs et de 8.1 % dans celui du choc unique. La demande intérieure sera le moteur de la reprise. Le redressement des exportations sera plus lent, la demande demeurant faible dans les grands pays européens. Une grande incertitude freinera l'investissement. Fin 2021, l'investissement des entreprises devrait être inférieur de 12 % environ au niveau observé avant la crise dans le scénario de deux chocs successifs et de 5 % dans celui du choc unique. Le chômage s'envolera et la reprise se fera à pas comptés, en raison d'une augmentation du risque de faillite, d'un recul de la demande et d'un redémarrage mesuré dans les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre comme le tourisme. L'inflation devrait être faible, mais positive, et remonter progressivement en 2021 lorsque les salaires seront repartis à la hausse et que le prix des produits de base aura cessé de chuter. Un resserrement du crédit constitue un risque important, notamment parmi les PME, car une large proportion des entreprises a difficilement accès au crédit faute de garanties et de résultats suffisants, même si les mesures prises par les pouvoirs publics pour injecter des liquidités et alléger la pression sur la trésorerie réduisent cette probabilité. Une reprise plus rapide dans les autres pays baltes, grâce à des taux de contamination plus bas, pourrait stimuler la croissance.

Favoriser l'adoption des technologies numériques permettrait de réduire les bouleversements inhérents à une deuxième vague

Accélérer la mise en œuvre de projets d'infrastructures durables et réduire le coin fiscal sur les faibles revenus d'activité pourrait aider le marché du travail à se redresser plus rapidement et faire en sorte que la croissance future soit plus verte. Favoriser l'utilisation des technologies numériques pourrait contribuer à réduire au minimum les effets négatifs d'une deuxième poussée épidémique. Le nombre d'entreprises lettones disposant d'un site Internet est faible et la part du chiffre d'affaires des entreprises qui est générée par les ventes en ligne est parmi les plus basses dans l'Union européenne. Des formations destinées à améliorer les compétences numériques (dans les secteurs public et privé) ainsi qu'un renforcement de l'administration en ligne permettraient d'accélérer la transformation numérique.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Lettonie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/0a16ba65-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.